

CHILI : Révoltes sociales contre la vie chère et la misère, 40 morts

Le 14 octobre, le président chilien a annoncé une augmentation du prix du titre de transport pour l'accès au métro. Cette décision a été le point de départ d'une résistance populaire.



Dans ce pays où 1 % de la population possède 25 % de la richesse nationale, la grande majorité des travailleur·euse·s ou exclu·e·s est confrontée à des difficultés quotidiennes, non pas pour vivre mais simplement pour survivre.

La population chilienne doit faire face au le coût de la vie mais elle ne peut non plus se soigner correctement, le secteur de la santé étant privatisé et soumis à la loi du profit. Il en est de même pour l'enseignement. Face à cette réalité, le peuple chilien est entré en résistance active, les manifestations pacifiques alternant avec des explosions sociales

spontanées : 78 stations de métro ont été incendiées, des magasins pillés. La capitale Santiago est le théâtre d'émeutes. Les affrontements avec l'armée et la police sont permanents. **La mobilisation sociale a vu réapparaître les concerts de casseroles, les cacerlazos, qui sont une tradition dans certains pays d'Amérique latine.** Pour mémoire, en décembre 1970, c'est la droite qui organisait la première manifestation des « casseroles vides » contre le président de gauche Salvador Allende. Cette action avait abouti en septembre 1973 au coup d'état militaire de Pinochet et à l'assassinat d'Allende, sans oublier les milliers d'incarcérations, les tortures, les exécutions.

**Au-delà du prix du ticket de métro, ce qui est en jeu :
la situation du peuple victime des lois du capitalisme.**

Il semble que l'annulation de la hausse du prix des transports ne suffira pas à calmer la colère qui se lève. Les Chilien·ne·s poursuivent la lutte malgré l'instauration du couvre-feu dans de nombreuses localités comme Santiago, Valparaiso ou Concepción dans le Sud. Les affrontements sont extrêmement violents. 9000 soldats sont déployés dans les rues de Valparaiso et l'armée est chargée de faire le ménage. L'histoire de ce pays nous a appris que la soldatesque n'avait aucune limite.



Comme lors du coup d'état de 1973, les chars quadrillent les rues. L'état d'urgence a été décrété. Le pouvoir considère les manifestant·e·s comme des criminel·le·s, ce qui laisse entendre que la répression en cours va s'accroître et sera extrême. Avant le passage à la guérilla urbaine, les jeunes avaient pris l'habitude de passer en force pour ne pas payer le métro, méthode qui fût utilisée en France dans les années 1970 lors de campagnes militantes pour les transports gratuits en Ile-de-France. **Ce soulèvement est sans doute la fin de la période de transition amorcée en 1989/90 et qui devait assurer le passage de la dictature à la démocratie.**

Des mots d'ordre ciblent les militaires, dont l'action répressive est la seule réponse aux revendications sociales. Le 21 octobre, une grève générale est organisée au Chili : y appellent différentes organisations dont celle des dockers, la Coordination des Étudiant·e·s du Secondaire, la Coordination Féministe du 8 mars. La CUT semble ne pas s'associer à l'appel. **Nous devons être aux côtés des manifestant·e·s chilien·ne·s ! Seule une mobilisation internationale pourra entraver la répression militaire.**

**2019 NE DOIT PAS CONSTITUER UNE RÉPLIQUE DES ANNÉES SOMBRES QUI ONT
PLONGÉ LE CHILI DANS LA NUIT DE 1973 À 1990.**

« NOUS SOMMES EN GUERRE » a déclaré le Président Pinera.

Il a raison : les travailleur·euse·s chilien·ne·s mènent une **GUERRE DE CLASSE, une GUERRE SOCIALE**, dont le terme ne pourra être qu'une rupture avec le capitalisme. La solidarité internationaliste est une nécessité pour s'opposer aux forfaits des descendants de Pinochet.

***EL PUEBLO UNIDO
JAMÁS SERÁ VENCIDO !***